

L'investissement canadien en Thaïlande s'est accru considérablement ces cinq dernières années (il atteignait 359 millions de dollars en 1995), les entreprises canadiennes souhaitant de plus en plus établir dans ce pays une présence à plus long terme. Un accord sur la protection des investissements étrangers (APIE) a été conclu entre le Canada et la Thaïlande lors de la récente mission d'Équipe Canada. Cet accord garantira aux investisseurs canadiens un environnement concurrentiel stable et transparent.

Philippines

Après la Thaïlande, les Philippines arrivent au deuxième rang des pays qui ont été le plus durement touchés par la récente crise monétaire, étant donné qu'elles présentent bon nombre des mêmes caractéristiques, dont un déficit courant important, un marché boursier fléchissant et des inquiétudes imminentes au sujet de l'encombrement du marché de l'immobilier à Manille. Dans ce contexte, les autorités philippines ont laissé flotter le peso. Depuis le début de juillet 1997, le peso s'est déprécié de 16,5 % par rapport au dollar américain. Le FMI a consenti un prêt de un milliard de dollars américains pour aider à soutenir le peso. En dépit du récent ralentissement de l'activité, les vastes réformes économiques ainsi que les mesures visant la privatisation et la déréglementation mises en oeuvre depuis quelques années aux Philippines portent fruit, comme en témoignent la solide croissance économique, la faible inflation et les forts mouvements d'investissements étrangers.

Les échanges de produits entre le Canada et les Philippines ont plus que quintuplé depuis 1985, atteignant une valeur de 843 millions de dollars en 1996. Les exportations canadiennes à destination des Philippines sont passées de 46 millions de dollars à 290 millions de dollars pendant cette période, tandis que les importations canadiennes en provenance des Philippines passaient de 109 millions à 553 millions de dollars. Il convient de souligner que ces chiffres ne tiennent pas compte de la vente de services canadiens, qui, à eux seuls, représentent une très grande part des activités commerciales qu'exerce le Canada aux Philippines.

Les exportations canadiennes ont toujours été dominées par les produits agricoles et les matières premières, mais, depuis quelque temps, celles qui sont destinées aux Philippines, se composent surtout de machines et de matériel. Les exportations canadiennes de matériel de télécommunications ont été assez

importantes en 1995 en raison du commencement des programmes de mise en place des entreprises de télécommunications philippines. Les secteurs prioritaires canadiens sont l'agroalimentaire, l'énergie, les mines, l'éducation, les transports, la gestion de l'environnement et les télécommunications.

Investissement

Le climat politique et économique favorable des dernières années a renforcé la confiance des investisseurs étrangers dans les Philippines comme lieu d'investissement. On y dénombre actuellement quelque 25 accords de coentreprise et autres types d'ententes mettant en jeu des intérêts canadiens et philippins, ce qui fait ressortir l'importance grandissante des liens commerciaux qui existent entre ces deux pays. Le Canada se classe parmi les dix principaux investisseurs étrangers aux Philippines. Parmi les grands investisseurs canadiens, signalons la Sun Life (depuis plus de 100 ans), la Banque de Nouvelle-Écosse, la Financière Manuvie, TVI, Stayfast et BC Packers.

Les Philippines possèdent une très grande capacité d'emprunt et préconisent en général la réalisation de projets selon le système de financement « construction-exploitation-transfert », ce qui permettra d'investir des sommes considérables dans l'infrastructure au cours des dix prochaines années, en particulier dans les secteurs de l'énergie, des transports et des communications. Plus de la moitié des 68 millions d'habitants, population qui s'accroît d'ailleurs rapidement, ont moins de 25 ans, sont fort instruits et productifs. Étant donné que les réformes commerciales et fiscales commencent à amenuiser l'oligopole dont jouissaient jusqu'à récemment quelques familles, les petites et moyennes entreprises devraient prendre rapidement de l'expansion, et la classe moyenne, dont la demande accumulée est très grande, devrait s'accroître. Ces facteurs se conjuguent pour offrir d'énormes possibilités dans des secteurs où le Canada possède un savoir-faire certain, par exemple l'énergie, les télécommunications, les transports, l'agriculture et les industries primaires, l'approvisionnement en eau et les services urbains. Le fait qu'une section de l'ambassade du Canada à Manille suive de près les projets financés par la Banque asiatique de développement facilite la liaison avec cette banque.

Le soutien accordé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour le développement durable aux Philippines contribue également à la réalisation des